



La France lance une attaque contre les droits des réfugiés et des travailleurs immigrés

Par [Athiyan Silva](#)

Mondialisation.ca, 03 août 2017

wsws.org 2 août 2017

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Le président français Emmanuel Macron prépare un assaut sur les droits des réfugiés et des immigrants qui vise à attiser les idées nationalistes et d'extrême droite en France. Jeudi dernier, à Orléans, il a déclaré: «D'ici la fin de l'année, je ne veux plus personne dans les rues, dans les bois.»

Le plan d'action de Macron comprend à la fois des attaques contre les droits démocratiques des réfugiés et des immigrants qui ont pu arriver en France et la mise en place d'un réseau de camps de concentration en Afrique pour empêcher la majorité des réfugiés de mettre le pied en Europe. De cette façon, Macron poursuit les attaques réactionnaires contre les réfugiés et les immigrants menées par le précédent gouvernement socialiste (PS), dans lequel Macron était ministre.

Déjà, le premier ministre de Macron, Edouard Philippe, a annoncé un nouveau plan d'action pour les réfugiés et les immigrants qui réduit le délai d'examen des demandes d'asile et de résidence des immigrants de 14 mois à 6 mois. Ceux dont la demande est rejetée dans ce délai pourraient être rapidement déportés.

Avant de préparer leurs documents, les réfugiés seront convoqués à une enquête par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) et la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). L'OFPRA et la CNDA rejettent la plupart des dossiers. Dans ces conditions, les réfugiés seraient forcés de vivre sans aucun document. Aujourd'hui, environ 400.000 immigrants sans papiers vivent en France sous le danger imminent de déportation.

Le gouvernement Macron prévoit également la construction de centres de détention en Libye pour empêcher les réfugiés et les immigrants de venir en Europe. Dans ces centres de détention, les responsables de l'OFPRA traiteraient les dossiers des immigrants pour identifier les «vrais réfugiés». Il ne fait aucun doute que l'écrasante majorité des gens seront renvoyés et que les responsables français n'autoriseraient des immigrants à entrer en France que si cela favorise les intérêts financiers et politiques de l'Etat français.

Le gouvernement italien a déjà signé un accord en mai dernier avec la Libye, le Niger et le Tchad pour créer des centres de détention similaires. Macron vise également à renforcer l'agence frontalière européenne Frontex en Méditerranée, où des milliers de réfugiés se sont noyés ces dernières années en essayant d'échapper aux pays dévastés par la pauvreté et les guerres impérialistes, en Irak, en Syrie, en Libye et au Niger.

La politique de Macron est une tentative réactionnaire de faire face aux conséquences de

ces guerres. Des millions de personnes innocentes ont été tuées et 65,3 millions de personnes dans le monde entier ont été forcées de fuir leurs foyers, ce qui est la plus grande crise de réfugiés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Plus tôt cette année, un rapport du renseignement allemand a estimé que plus de 6 millions de réfugiés sont arrivés en Afrique du Nord, dans l'espoir de traverser la Méditerranée vers l'Europe.

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a publié un rapport constatant qu'en Libye, plus de 1,3 million de réfugiés ou de personnes déplacées vivent dans des conditions épouvantables, se préparant à tenter la traversée dangereuse de la mer Méditerranée vers l'Europe. Tous souffrent du carnage de la guerre civile provoquée par la guerre menée par les puissances de l'OTAN, y compris la France, pour renverser le régime du colonel Mouammar Kadhafi en 2011.

La plupart d'entre eux, cependant, vivent dans des camps de détentions malfamés gérés par le gouvernement corrompu du président Fayez al-Sarraj soutenu par l'occident, ainsi que par diverses milices islamistes et bandes criminelles. Selon les médias, 34 centres de détention ont été identifiés en Libye, retenant entre 4.000 et 7.000 détenus chacun. Les réfugiés sont traités comme des prisonniers dans ces centres, faisant face à la torture, l'extorsion ou même le viol et l'exécution. Il y a des reportages selon lesquels les femmes et les enfants sont victimes d'abus sexuels ou sont vendus par leurs ravisseurs. La nourriture, l'eau potable, les soins médicaux et l'éducation sont inadéquats.

En mai dernier, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés Filippo Grandi a visité le camp de détention de Tariq al-Sikka et a commenté la situation des réfugiés: «J'ai été choqué par les conditions difficiles dans lesquelles les réfugiés et les migrants sont détenus, généralement en raison du manque de ressources. Les enfants, les femmes et les hommes qui ont déjà tant souffert ne devraient pas avoir à endurer de telles difficultés.»

Ce sont les camps dans lesquels Macron enverra des responsables de l'OFPRA pour déterminer qui sont les «vrais réfugiés» qui peuvent être secourus, et qui devraient croupir dans la misère.

Cela démontre que le gouvernement Macron participe pleinement à la politique de la Forteresse Europe poursuivie par l'Union européenne (UE) contre les réfugiés et les immigrants. Son principal allié en Europe, la chancelière allemande Angela Merkel, et d'autres gouvernements européens ont déployé des mesures drastiques similaires pour renforcer les frontières extérieures afin de bloquer l'entrée des réfugiés en Europe. Ils ont fermé la route terrestre des Balkans depuis le Moyen-Orient avec des clôtures de barbelés l'année dernière et ont coordonné avec la Turquie la construction de camps de détention de masse en Turquie afin de bloquer l'arrivée des réfugiés en Europe.

Cela révèle également la fausseté des arguments selon lesquels les travailleurs étaient obligés de voter pour Macron lors des élections présidentielles parce que, en tant que candidat pro-immigrants, il était un «moindre mal» que son adversaire, le néo-fasciste Marine Le Pen. En fait, il se fonde non seulement sur l'oppression implacable des réfugiés, mais aussi sur les appels nationalistes et anti-immigrants qui renforceront inévitablement le Front national de Le Pen.

Deux jours après avoir annoncé sa politique d'immigration, Macron a invité au château La Celle-Saint-Cloud près de Paris les deux rivaux agissant pour le compte des pays impérialistes dans la lutte pour le contrôle de la Libye, al-Sarraj et l'homme fort militaire

Khalifa Haftar à Benghazi. Un des sujets des pourparlers était la façon de renforcer la garde côtière libyenne, chargée d'empêcher les réfugiés de quitter la côte libyenne. La France, l'Italie et l'Allemagne fournissent également de l'argent, du matériel militaire et de la formation aux militaires libyens et collaborent à la chasse aux réfugiés en Méditerranée.

Alors que Macron mène son offensive contre les réfugiés en France et en Afrique, il lance simultanément une nouvelle intervention militaire dans la région du Sahel en Afrique, qui comprend des pays comme le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Mauritanie et le Tchad. Le 2 juillet, il a visité la capitale malienne, Bamako, pour rencontrer le gouvernement malien, préconisant l'intervention française au nom de la «guerre contre le terrorisme».

Quelque 5.000 soldats français seront affectés à une nouvelle force française déployée au Sahel, aux côtés de 12.000 soldats de l'ONU pour le soi-disant maintien de la paix. Les diverses opérations militaires menées par ces nouvelles forces créeront de nouvelles vagues de réfugiés qui chercheront à fuir ces pays.

Devant plus de 17 millions de déplacés internes dans les pays du Sahel suite à la guerre et au changement climatique, Macron prévoit créer de nouveaux camps de détention dans les États riverains de la Libye, y compris le Niger et le Tchad, pour empêcher l'arrivée des réfugiés en Europe.

Athiyan Silva

Article paru en anglais, WSWs, le 2 août 2017

Source de la photo : <http://www.france24.com/fr/20170118-immigration-chiffres-infographie-evolution-france-vi-sas-sejour-migrants-interieur>

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)

Copyright © [Athiyan Silva, wsws.org](http://www.wsws.org), 2017

Articles Par : [Athiyan Silva](http://www.wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

